

L'Adresse—M. Huntington

sa zone industrielle. Les principales entreprises ont fusionné pour former les diverses entreprises actuelles. Ce qui les attire, bien sûr, c'est une main-d'œuvre stable et efficace de même que des règles fermes. Le gouvernement ne dresse pas d'obstacles au processus rapide de conception-production-commercialisation. L'exemption d'impôt de cinq ans sur les sociétés peut être prolongée, selon certaines règles, de quatre ans.

C'est donc dire que le gouvernement comprend parfaitement les besoins de l'industrie moderne du XX^e siècle et a adapté le milieu en fonction de ses besoins. Il n'impose pas de restrictions à l'industrie, mais la modernise et l'encourage.

Que cette attitude diffère de l'interventionnisme du gouvernement libéral au Canada! Au lieu de favoriser les investissements, le gouvernement d'ici les rejette avec des mesures comme la redevance de canadienisation de 4.5c. le gallon, alors que le gouvernement de la République populaire de Chine opte pour les emplois et les capitaux étrangers que rapportent ces emplois.

J'ai également été impressionné par le fait que toutes les décisions sont prises en fonction des besoins des gens. La même situation existe en Corée du Sud, à Singapour, en Malaisie et, bien sûr, à Hong Kong. C'est dans les pays riverains du Pacifique, monsieur le Président, que l'avenir de l'industrie réside.

• (1115)

Pour parler un peu du continent nord-américain, monsieur le Président, j'ai remarqué que les entreprises et les travailleurs du sud de la Californie ont compris cette réalité. Là, certaines entreprises se désaccréditent—je ne veux pas dire que je préconise la désaccréditation universelle, mais simplement qu'une région de l'Amérique du Nord reconnaît les réalités de la frange du Pacifique. Un bon traitement dans l'industrie semble atteindre maintenant à \$4.50 l'heure sans les avantages sociaux. Cela non plus je ne le préconise pas. Je ne fais que citer en exemple les réalités du marché du travail dans les pays riverains du Pacifique. Le coût des facteurs de production dans le sud de la Californie est rajusté graduellement et la production commence à concurrencer celle de la région asiatique. On investit davantage dans l'automatisation et les produits de qualité. Les billettes d'acier du Brésil remplacent les aciéries désuètes. On modernise les lamineries et les usines de refoulement. Tout observateur impartial s'aperçoit que ses industries et sa main-d'œuvre s'apprêtent à concurrencer le secteur industriel du Pacifique.

En refusant de reconnaître la réalité des changements qui s'opèrent dans les pays riverains du Pacifique, on continuera de leurrer les gens et de nier la réalité du travail et du labeur jusqu'à la fin du siècle. Le tiers monde émerge et des changements radicaux se produisent.

La question se pose, monsieur le Président: quel rôle les Canadiens joueront-ils dans ce nouveau contexte? Le gouvernement libéral est fier du discours du trône, mais ce n'est qu'un ramassis de vieilles promesses politiques. Il y est question de croissance, source de possibilités nouvelles, et de mise en valeur des ressources régionales. En parlant de mise en valeur des ressources régionales, monsieur le Président, quel pays est plus divisé que le nôtre, du fait que le gouvernement central impose sa volonté aux provinces et veut prendre toutes les décisions? Si les provinces ne font pas attention, elles finiront par faire les quatre volontés d'Ottawa.

Le discours du trône fait grand état d'une «politique commerciale vigoureuse». Pourquoi? Le blé, le zinc, la production de Bombardier? Que dire du reste du Canada et d'une industrie en pleine expansion qui puisse soutenir la concurrence des nouveaux marchés mondiaux? Il est question des «industries concurrentielles à l'échelle mondiale» dans le discours du trône. Comment pouvons-nous avoir des industries concurrentielles à l'échelle mondiale avec un tarif douanier qui protège les industries qui refusent de s'adapter aux réalités de notre temps? Les nouvelles sociétés internationales intégrées ne veulent même pas s'implanter au Canada parce que notre Agence d'examen de l'investissement étranger et notre multitude de règlements les empêcheraient de prendre des décisions. Le discours du trône fait allusion aux «héros méconnus»—les exploitants de petites entreprises—alors que Revenu Canada les accule à la faillite. On dit bien dans le discours du trône qu'il faut mettre nos ressources à profit, ce qui n'empêche pas le gouvernement de retirer les stimulants et indemnités pour encourager les gens à aller travailler dans le Nord. Voilà pourquoi personne n'entreprend de travaux d'exploration sans les subventions, les prêts et les largesses du gouvernement.

On nous dit dans le discours du trône que nous allons former une association vouée à la reprise. Nous allons lancer une invitation aux syndicats. Ayant mentionné le système de sécurité sociale, le gouvernement s'est attaqué au principe de la propriété privée dans un de ses budgets et maintenant, à la veille des élections, il parle d'une protection accrue pour les propriétaires de maisons et de commerces. Mes amis, ce sont là des propos équivoques qui vont nous détruire, nous empêcher de voir les réalités en face et l'avènement du nouveau monde industriel. D'un côté, Revenu Canada abuse de ses pouvoirs arbitraires, de l'autre, le discours du trône nous garantit notre sécurité personnelle et nous rappelle que la nouvelle Charte protégera nos libertés. En dépit de ces paroles rassurantes, nous constatons que le ministre du Revenu national (M. Busières) abuse de son autorité et s'en prend directement à la classe moyenne.

• (1120)

Je me permets de vous rappeler, monsieur le Président, que c'est cette classe moyenne, qui crée et innove, qui peut nous mener à une véritable reprise économique. Je vous rappelle, encore une fois, que les programmes comme le prélèvement de canadienisation retardent et entravent le développement et l'initiative du secteur privé. Nous voyons le gouvernement intervenir de plus en plus dans nos vies, et chaque année le gouvernement libéral adopte des règlements par milliers. Ces règlements gênent et détruisent le processus de décision dans le secteur privé. Le gouvernement refuse de laisser opérer la magie des stimulants fiscaux qui, du jour au lendemain, nous mettraient sur la voie de la relance industrielle. Le gouvernement refuse de créer un climat qui encouragerait à nouveau les employeurs à embaucher du personnel.

En conséquence, monsieur le Président, je voudrais proposer que l'Adresse soit modifiée par les mots suivants:

La Chambre a le regret d'informer Votre Excellence que le prélèvement de canadienisation d'environ 4.5c. sur le fuel domestique et l'essence à la pompe, qui a été établi pour financer l'acquisition de Petrofina Canada, est illégalement maintenu par votre gouvernement dans le but injustifié de nationaliser des industries non désignées qui sont en activité au Canada, ce qui a pour effet de saper la confiance des investisseurs et priver des travailleurs canadiens de leurs emplois.